

L'économie de guerre de Poutine : propagande et réalité

Par MICHAEL R. KRÄTKE

Parmi les mensonges de propagande sans cesse répétés par le régime russe figure l'affirmation selon laquelle l'économie russe ne serait guère affectée par les sanctions occidentales. Beaucoup y croient, car l'annonce grandiloquente des stratèges occidentaux, selon laquelle les sanctions mettraient la Russie à genoux en un rien de temps, ne s'est pas concrétisée. Mais cela s'explique simplement : les partisans de l'Ukraine se sont montrés tout aussi incohérents et hésitants dans leurs sanctions que dans leurs livraisons d'armes au pays envahi. Cela s'est retourné contre eux et les Ukrainiens ont dû en payer le prix fort – en vies humaines.

Dès le début, il fallait partir du principe que les sanctions économiques mettraient un certain temps à produire pleinement leurs effets – et que la Russie ferait tout pour les contourner. Et même après 20 paquets de sanctions de l'UE, les entreprises européennes, y compris allemandes, ne se privent pas de faire des affaires avec la Russie. Les gouvernements occidentaux réagissent beaucoup trop lentement et avec beaucoup trop de douceur. L'UE souffre en outre de son héritage de particularisme, qui permet à toutes sortes de grands hommes d'État de jouer à la politique mondiale aux dépens des autres – notamment de l'Ukraine. À ce jour, par fausse considération pour les égoïsmes nationaux et les intérêts financiers en Occident, toutes les banques russes n'ont pas été exclues du système de paiement SWIFT.

De plus, en ce qui concerne l'économie, le régime de Poutine mène une

guerre de propagande – tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Depuis 2022, de plus en plus de données et de statistiques ne sont pas publiées. À l'inverse, toutes les données agrégées, telles que celles concernant la situation actuelle du budget de l'État ou les taux de croissance du PIB, doivent être considérées comme de la propagande du régime ; toutes les données publiées par les institutions russes sur la situation économique sont manipulées. Il est toutefois difficile de nier ce que les Russes vivent au quotidien vivent au quotidien, comme la hausse des prix des denrées alimentaires ou de l'essence (et donc l'inflation perçue). Le taux d'inflation officiel a grimpé en flèche au cours de la première année de guerre pour atteindre près de 16 %, avant d'être

2023, il a été brièvement ramené à 3,5 % et s'établit désormais à 6 %.

Mais les prix des denrées alimentaires de base telles que le pain, les pommes de terre ou les concombres ont plus que doublé depuis décembre 2025, selon les données de l'office russe des statistiques Rosstat.

Lorsque les denrées de base deviennent des produits de luxe que presque plus personne ne peut se permettre, le consommateur russe lambda réagit lui aussi avec colère. Les conséquences de la guerre, à peine perceptibles jusqu'à récemment dans les métropoles de Moscou et de Saint-Petersbourg, se font désormais sentir partout dans la vie quotidienne.

Même si les chiffres officiels sur la croissance économique ne sont pas fiables : l'effondrement au cours de la première année de guerre, une chute de 5,6 % de la croissance

MICHAEL R. KRÄTKE, né en 1950 à Lunebourg, docteur en sciences politiques, est professeur émérite d'économie politique à l'université de Lancaster, en Grande-Bretagne.

à une contraction de 2,1 %, était indéniable. Mais dès 2023, les statistiques officielles ont de nouveau enregistré une croissance de 3,6 %, annoncée en grande pompe. Ce n'est qu'en 2025 qu'un nouvel effondrement sous la barre des 1 % a été officiellement constaté. Au cours des premiers mois de cette année, l'économie russe a de nouveau reculé, de 0,3 à 0,4 %, comme a dû l'admettre le ministère russe du Développement économique. Toutes les prévisions gouvernementales pour les années à venir ne tablent plus que sur une croissance d'environ 1 %.

Les médias occidentaux et même des organisations internationales comme le FMI ont longtemps repris les chiffres de propagande du régime russe. Ils se sont laissés aveugler, alors que la raison de la reprise temporaire était évidente pour tout le monde : la Russie connaît un boom de l'armement suite à la conversion de l'économie en économie de guerre imposée par le régime.

Les réserves sont épuisées

Depuis 2004, le régime de Poutine a enchaîné les opérations de communication et, en 2022, a réorienté l'ensemble de l'économie vers la guerre. Le complexe militaro-industriel du pays a connu une croissance explosive au cours des quatre dernières années : au début, avec des mesures d'urgence telles que l'utilisation maximale des installations existantes, la réduction des délais de fabrication ou l'introduction d'un système de travail en trois équipes pour une semaine de travail de six jours. À cela s'est ajoutée la conversion rapide à la production de guerre dans un grand nombre d'entreprises industrielles, ainsi que la mise en place et l'extension de capacités supplémentaires.

En très peu de temps, le nombre de personnes employées dans l'économie de guerre est passé de 1,5 à bien plus de 4,5 millions.¹ La production d'armes, de munitions et d'autres matériels de guerre domine tout. Les entreprises de l'industrie de guerre

I Matthias Uhl, *Quelle est la véritable puissance de la Russie ?*, Fribourg-en-Brigau 2026, p. 255.

ont la priorité absolue en matière de finances, de ressources et de main-d'œuvre. Tous les secteurs civils doivent passer au second plan. Les entreprises du complexe militaro-industriel accaparent les ressources, les capacités de production, l'énergie et la main-d'œuvre. L'économie de guerre de Poutine cannibalise la production civile. Celle-ci manque désormais de plus de cinq millions de travailleurs, ainsi que de matières premières, d'énergie, de produits semi-finis et de moyens de transport. En dehors de la production de guerre directe, la pénurie est sans fin.

Entre-temps, cela se répercute également sur l'industrie de l'armement, car toutes les réserves d'avant-guerre sont épuisées. Toutes les vaches à lait traditionnelles du régime, l'ensemble du secteur des exportations, la production de pétrole, de gaz, de charbon et de divers métaux, servent désormais à financer la guerre. Avant la guerre, les dépenses militaires et d'armement de la Russie s'élevaient à 65 milliards de dollars US par an, soit environ 3,6 % du PIB officiel. Aujourd'hui, elles dépassent largement les 200 milliards de dollars par an, soit plus de 9 % du PIB officiel – mais probablement bien plus, car de nombreuses dépenses d'armement de facto ne sont pas comptabilisées comme telles.

L'objectif officiel de produire des armes de manière totalement indépendante des importations étrangères n'a toutefois pas été atteint à ce jour. L'économie de guerre russe reste, notamment pour les armes de haute technologie, dépendante de composants fabriqués à l'étranger, en Occident. Certes, de nombreuses sanctions peuvent être contournées, mais cela rend l'approvisionnement en pièces nécessaires pour les équipements militaires considérablement plus coûteux, plus long et moins fiable. Les pièces de rechange ne répondent pas aux normes de qualité habituelles et souhaitées. Cela vaut bien sûr aussi et surtout pour les pièces de rechange à double usage

En raison des sanctions, l'industrie pétrolière et gazière russe manque de pièces de rechange et de services de maintenance ; elle produit à des coûts sans cesse croissants et vit de la mise au rebut des installations existantes. Une pratique bien connue de l'époque soviétique, qui ne cesse de se généraliser.

qui doivent d'abord être adaptés pour être utilisés dans la production d'armement. Ainsi, malgré l'extension constante de ses capacités, l'industrie de guerre russe perd sans cesse en efficacité.

La guerre comme destruction de capital

L'économie de guerre n'est jamais une bonne affaire. Elle engloutit l'argent, les ressources et la main-d'œuvre, et elle ne produit rien qui soit utile, si ce n'est la mort et la destruction. Pour les pays à économie capitaliste, une guerre revient à une pure destruction du capital, à un gaspillage continu de ressources, de capacités de production et de main-d'œuvre.

Même si certaines entreprises de l'industrie de l'armement réalisent des bénéfices aux dépens de l'État, l'ensemble du secteur ne contribue pas à la reproduction sociale – même si, par exemple, un quart des fonds et de la main-d'œuvre est consacré à la recherche et au développement. Il s'agit d'une production à une seule fin : faire la guerre. Un boom à court terme, généré par les milliards et les milliards issus du budget de l'État et injectés dans la production d'armement, ne peut masquer les dommages économiques à long terme qu'une économie de guerre engendre inévitablement.

Plus une économie est orientée vers la guerre et plus la guerre totale dure longtemps, plus la perte totale est importante : en ressources, en main-d'œuvre, en capital, en capacités de production et en richesse publique et privée. Ces pertes ne peuvent être compensées que si des armes et des munitions sont vendues à d'autres pays ou si des soldats sont envoyés à l'étranger en tant que mercenaires, ce qui est pratiquement impossible en temps de guerre, ou si l'on parvient à se procurer de force auprès de l'ennemi les ressources, les finances et la main-d'œuvre nécessaires. La Russie comptait autrefois parmi les plus grands exportateurs d'armes au monde, mais aujourd'hui, son armée a besoin de presque

tout pour elle-même et thésaurise tout ce que produit l'industrie de l'armement nationale.¹

Comment la guerre est-elle financée ?

Le régime s'était également préparé financièrement à la guerre et s'était constitué un trésor de guerre, le Fonds national de bien-être, qui était encore bien rempli au début de la guerre. Entre-temps, ce fonds est toutefois presque épuisé, il ne reste plus grand-chose des liquidités (or et devises). Mais les déficits de l'État russe augmentent chaque mois que dure la guerre. La Russie est pratiquement coupée des marchés financiers internationaux en raison des sanctions ; tous les crédits doivent être contractés sur le marché intérieur.

Et malgré toutes les déclarations d'amitié, la Chine est assez avisée pour faire payer cher son aide à Moscou.

La Banque centrale russe a réagi rapidement à la flambée des taux d'inflation liée à la guerre : avec des taux directeurs qui s'élevaient à 20 % au cours des premières années de la guerre et qui, après des baisses intermédiaires, ont été ramenés à 21 % en 2025. Entre-temps, la Banque centrale a modifié sa politique monétaire : après plus de huit baisses de taux, le taux directeur est aujourd'hui inférieur à 15 %. En contrepartie, la Banque centrale subit les pertes et faillites croissantes des entreprises de l'industrie de guerre. Celles-ci doivent préfinancer leur production à l'aide de crédits coûteux avant d'être payées par l'État russe une fois la livraison effectuée. Cela tourne mal pour un nombre croissant d'entreprises – en raison d'un manque de main-d'œuvre, de matières premières et de composants, ainsi que de déficits liés à la hausse des coûts salariaux et des matériaux. Afin d'endiguer les faillites dans l'industrie de guerre, Moscou

3 Selon l'institut SIPRI, les exportations d'armes de la Russie ont reculé de plus de 64 % depuis le début de la guerre. La part de la Russie dans les exportations mondiales d'armes est passée de 21 % à 6,8 %. Moscou continue de livrer des armes à la Biélorussie, à la Chine et à l'Inde.

en est venue à renationaliser les entreprises d'armement. Cela n'allège certes pas la charge qui pèse sur l'économie nationale, mais alourdit d'autant plus celle qui pèse sur le budget de l'État.

Bien que près de 64 % du budget russe de la défense restent secrets, le fardeau croissant des coûts de la guerre pour l'État ne peut être dissimulé. Officiellement, plus de 30 % du budget y sont consacrés, mais en réalité, ce chiffre est bien plus élevé, car de nombreuses dépenses liées à la guerre, telles que les prestations sociales

« Le financement de la guerre devient de plus en plus difficile pour la Russie. »

pour les familles des au moins 1,3 million de morts et de blessés à ce jour ne sont pas comptabilisés dans les coûts de la guerre.

Ce n'est qu'en décembre 2025 que le gouvernement russe a publié pour la première fois des chiffres sur les coûts de la guerre. Selon ces derniers, ceux-ci se seraient élevés en 2025 à onze milliards de roubles (116 milliards d'euros). Si l'on prend au sérieux ce chiffre de propagande, la guerre aurait coûté à la Russie jusqu'à présent pas moins de 45 000 milliards de roubles (480 milliards d'euros). Les coûts réels de la guerre devraient toutefois être bien supérieurs. Même ces chiffres embellis montrent donc que le financement de la guerre devient de plus en plus difficile pour la Russie.⁴

Même ses nouveaux meilleurs amis, la Chine et l'Inde, ne sont pas prêts à accorder des crédits à la Russie. Au contraire : pour le pétrole, le gaz et les autres matières premières qu'ils achètent à la Russie, ils exigent des conditions exceptionnellement avantageuses pour eux-mêmes, des « prix d'ami » qui sont considérablement

sont inférieures au niveau du marché mondial. Il est difficile de placer les obligations d'État sur le marché intérieur, même les amis oligarques de Poutine n'en veulent pas. Des obligations forcées seraient possibles, mais elles priveraient le régime précisément de ses principaux soutiens parmi les oligarques, les entrepreneurs privés et la classe moyenne urbaine encore fortunée. Poutine recourt donc à des hausses d'impôts : à compter du 1er janvier, la TVA a été portée de 16 à 20 % et l'impôt sur les sociétés de 20 à 25 %. Jusqu'en 2020, l'impôt sur le revenu était soumis à un taux unique de 13 %, mais l'État a entre-temps introduit une introduit une progressivité fiscale, avec un taux maximal de 22 % : les personnes et les organisations qualifiées d'« agents étrangers » paient 30 %. Parallèlement, le fiscalité russe met tout en œuvre pour obliger les Russes à payer par carte. Il n'y a pas d'autre moyen de contenir l'économie souterraine en pleine expansion.

Et pourtant, les déficits du budget de l'État russe augmentent, car les recettes issues des exportations de pétrole et de gaz diminuent, tandis que les coûts de la guerre ne cessent de croître – mais aussi parce que les exportations de pétrole et de gaz vers l'Inde se sont effondrées en raison des sanctions américaines et que les exportations vers la Chine sont en baisse. Jusqu'à présent, la Banque centrale et le Fonds de bien-être de Poutine ont compensé les déficits en vendant des actifs liquides tels que l'or et les devises. La France a accordé un petit répit au régime de Poutine. Néanmoins, le déficit budgétaire prévu pour 2026 a déjà été largement dépassé.

Compte tenu des données manipulées, il est difficile de dire combien de temps le régime pourra encore financer sa guerre. Une chose est sûre cependant : l'économie de guerre de la Russie atteint ses limites.

7 Cf. Сбер отметил снижение доли безналичного оборота в РФ в связи с налоговыми изменениями, interfax.ru, 29 avril 2026.

4 Cf. Uhl, op. cit., p. 268 et suivantes.

5. Depuis le début de la guerre, le budget de la guerre russe a augmenté de plus de 300 %.

6 Pour plus d'informations sur l'ensemble du système de financement de la guerre russe, voir : Stockholm Institute of Transition Economics (SITE), Financing the Russian War Economy, Stockholm, avril 2025.